

 <p><b>Colonie des Pionniers</b> C P D <b>de Développement</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>PERISCOPE</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Organe d'expression de l'ONG «CPD»</b></p>	<p style="text-align: right;">N° 06/ Avr. 2014</p>
<p style="text-align: center;"><b>Information et Sensibilisation sur la paix et la sécurité humaine</b> <a href="http://www.reseaurafal.org/node/168/">http://www.reseaurafal.org/node/168/</a></p>		

## **Peut-on fermer les yeux et les oreilles face à l'information sur la probabilité de la distribution d'armes illicites aux jeunes civils au Burundi ?**

### **Une enquête urgente éclairerait l'opinion nationale et internationale.**

Les informations sur la probabilité de la distribution d'armes légères et de petit calibre aux jeunes « Imbonerakure » affiliés au parti politique au pouvoir de Bujumbura fait couler beaucoup d'encre et salives tant au niveau national qu'international.

Depuis que le Gouvernement Burundais a accepté les propositions de l'organisation de la société civile dont la CPD pour reprendre les activités du désarmement civil, la population avait après la dixième phase de désarmement au Burundi, les populations burundaises et amis du Burundi croyaient que les conséquences de la prolifération, la circulation illicite et l'usage abusif de ces armes vont cesser.

Cette deuxième phase du désarmement volontaire s'est déroulé pendant que les médias et organisations de défense des droits humains dénonçaient, atrocités, les meurtres, le règlement de compte, les actes de tueries qualifiées d'exécution extra judiciaires et autres violations des droits de la personne humaine basés sur les appartenances politique.

Les groupes armés qui se proclament de FNL basés à l'Est du pays voisin la RD Congo ont ponctuellement les positions militaires du Burundi.

Les jeunes affiliés aux partis politiques d'opposition ont souvent dénoncé les agressions de leurs compatriotes du parti CNDD-FDD qui porteraient des armes à feu, des armes blanches et en uniforme semblable à ceux des forces de l'ordre et de sécurité. Cette situation qui dure une longue période a engendré des tensions entre les jeunes des partis politiques du parti au pouvoir et ceux des partis d'opposition jusqu'au point de se battre dans certains coins du pays.

Suite au climat socio - politique du Burundi en période post conflit, certains le classent parmi les pays en situation de ni paix ni guerre.

Les murmures et informations incertaines liées à la distribution d'armes pendant que la sensibilisation sur la remise volontaire se fait à même temps.

Pendant que l'on se prépare aux élections démocratiques de 2015, les informations sur ce sujet de distribution d'armes aux jeunes affiliés au parti politique CNDD-FDD devient un élément qui favorise la peur parmi la population vivant au Burundi. Cette situation affecte non seulement la confiance et le processus de consolidation de la paix pour construire le développement sans risque, mais aussi la confiance totale de la communauté internationale qui craint la probabilité de la reprise des conflits armés de manière généralisés, ce qui pourrait empêcher le bon déroulement des élections libres et démocratiques.

C'est une situation qui attire l'attention particulière des organisations de la société civile burundaises et autres ONGs luttant pour les droits humains et contre la violence.

Les Nations qui ont des services d'aide, d'accompagnement du processus de consolidation de la paix sur place suivent de près ou de loin ce qui se passe pour essayer de rappeler les décideurs politique du Burundi à respecter les engagements internationaux, des accords de paix d'Arusha et autres engagements régionaux pour la paix et la sécurité qui garantissent le développement durable.

La note d'information du Conseiller en charge de la question de sécurité au Bureau intégré des Nations Unies au Burundi sur la probabilité de la distribution d'armes aux jeunes affiliés au parti politique au pouvoir est donc une autre information qui scandalise toute personne qui espère voir la consolidation effective de la paix au Burundi qui est en préparatif des élections. Cet état de choses augmente la crainte des population sur plusieurs points : une probable violence armée si réellement ces armes sont distribuées comme on le dit, une crise de confiance entre l'Etat Burundais et les Nations Unies dont le conseiller technique chargé de la questions de paix et de sécurité Monsieur Paul Débit est refoulé du sol burundais en lui donnant 48 heures, pour avoir donné les informations relatives à la probabilité de la distribution d'armes aux jeunes « Imbonerakure ».

La discordance d'opinion sur la réponse à apporter à cette dernière question épineuse se fait entendre au parlement burundais, aux hommes politiques des différents partis politiques, dans des Organisations de la société civile et parmi la population.

Peut-on fermer les yeux, se boucher les oreilles, croiser les mains sans que la vérité soit connue et tranquillise la population longtemps meurtrie par la terreur causée par la prolifération, le trafic illicite et l'usage abusif des armes à feu ? Les populations qui se sont exprimées auprès des animateurs locaux de la CPD engagée dans la lutte contre la violence armée recommandent une enquête urgente des experts en matière de recherche et d'analyse sur ce sujet. Pour la « CPD », il serait effectivement imprudent de ne pas réagir selon les recommandations de la population approchée car, le manque de la clarté sur cette question épineuse engendrerait le conflit et inquiétude qui ne favoriserait pas du tout la consolidation de la paix et de la démocratie en cours.

Nous encourageons donc les volontaires qui n'attendent pas demain pour appuyer le Burundi au processus de prévention et de lutte contre la prolifération des armes illicites constituant des facteurs favorisant les crimes, les meurtres , le terrorisme et perturbe la paix et la démocratie.

« Colonie des Pionniers de Développement »